

Cinq mouvements anti-banques au Liban

samedi 2 mai 2020, par [Al KHECHEN Maher](#) (Date de rédaction antérieure : 10 avril 2020).

La plupart des groupes qui se sont constitués avant, ou pendant le soulèvement du 17 octobre, ont dirigé leurs activités ou leurs actions contre les banques, en particulier à la suite des mesures prises par l'Association des Banques, qui avait imposé des restrictions sur les retraits de fonds, mesures qui ont particulièrement touché les petits déposants et les employés.

Sommaire

- [« Le groupe « La Tente du](#)
- [Le secteur de la jeunesse et](#)
- [Groupe Kantari : actuellement](#)
- [Le groupe de la Jeunesse \(...\)](#)
- [Le groupe « Nationalisation](#)

Le siège principal de la Banque du Liban de Hamra à Beyrouth, et ses succursales à Tripoli, Tyr et Baalbek ont fait l'objet de manifestations et de sit-in. Des groupes de Baalbek et Tripoli ont fermé des succursales de la Banque centrale. Le siège de l'Association des Banques à Beyrouth n'y a pas échappé et a également été la cible de nombreux sit-in et marches. Il a même été attaqué à plusieurs reprises et son entrée a été incendiée. Pour soutenir les petits déposants et dénoncer les mesures prises par les banques, les manifestants de différentes régions se sont mobilisés pour cibler ces dernières, tentant de faire pression sur leurs services afin que les déposants puissent retirer leur argent en dollars, voire en livres libanaises.

L'activité contre les politiques de la Banque du Liban et de l'Association des Banques a accaparé une part majeure de l'activité de groupes politiques existants et actifs avant le soulèvement (le secteur de la jeunesse et des étudiants du Parti Communiste Libanais et le Mouvement de la Jeunesse pour le changement). Ils ont coopéré avec des groupes qui ont émergé avec des dénominations indiquant le ciblage de leur activité sur les banques (« Jeunes de la Banque », « Nationalisation des Banques ») et d'autres groupes qui ont diversifié leurs mouvements en fonction des orientations de la rue (« Kantari », « La tente du sit-in de Halba »)

Legal Agenda a choisi cinq de ces groupes pour décrire leurs mobilisations, leurs orientations et leurs réflexions pendant le soulèvement, des groupes qui portaient de théories politiques et pratiques diverses et ont une vision différente des événements et des mobilisations. Les aperçus qui suivent sont tirés d'entrevues menées par *Legal Agenda* avec des membres de ces groupes : Ghaith Hammoud (La tente du sit-in de Halba), Samir Sakini (secteur de la jeunesse et des étudiants du Parti Communiste), Mimoun Sheddad (Groupe « Jeunesse de la Banque »), Rowan Nassif (Groupe Kantari), et une cinquième personne (du groupe « Nationalisation des Banques).

Ces groupes se sont rencontrés lors des marches, des encerclements de banques et des sit-in en face de la Banque du Liban et de l'Association des Banques, chaque groupe ayant par ailleurs ses mobilisations propres, en phase avec sa politique et sa conception de l'action de rue. S'il est vrai que c'est la politique bancaire et financière du Liban qui était visée, chaque groupe l'a fait selon ses

modalités propres (manifestations, communiqués lus en face des banques, slogans et chants, bris de vitrines des banques et des appareils de change automatiques, peinture des slogans sur les murs, etc ...). Bien sûr, il était naturel que les groupes aient des positions divergentes sur l'utilisation de la violence contre les banques .

« Le groupe « La Tente du sit-in de Halba » met Akkar au cœur du soulèvement

La « Tente du sit-in de Halba », dans le gouvernorat d'Akkar, a occupé, en raison de la transmission en direct de ses mobilisations via Facebook, une place particulière dans le soulèvement du 17 Octobre, qui a touché les institutions publiques et les banques. « La tente » est un groupe des jeunes de différentes classes sociales, unis par l'objectif de base de l'abolition du système confessionnel et du renversement du pouvoir de la banque « qui a volé le pays pendant trente ans », tout en refusant de tenir le peuple responsable du paiement de la dette publique.

Le groupe de Halba a décoché ses premiers coups à son ennemi principal, à savoir les banques, qu'il a fermées pendant les deux premières semaines du soulèvement. Mais lorsque le groupe s'est aperçu que les banques profitaient de la fermeture pour éviter le retrait d'argent des déposants, il a décidé de changer et de fournir un soutien aux détenteurs du droit que sont les déposants pour les aider à recouvrer leurs droits de manière pacifique. Les sitinners de Halba répondent aux demandes de petits déposants de les accompagner dans les banques pour leur permettre de retirer les montants de leurs dépôts ou leur salaire mensuel. Ils ont permis à 15 déposants (dont des employés et des agriculteurs du tabac) de faire valoir leurs droits.

Dès la première semaine, « La tente du sit-in de Halba » a visé les institutions de l'État corrompu, tant et si bien que la fermeture pacifique des institutions (telles que les antennes locales du ministère des Finances et de la compagnie de l'électricité etc..) est devenue une routine quotidienne à laquelle tout un chacun s'attend, y compris les employés de ces institutions. Le groupe de Halba laisse les institutions ouvertes pendant deux heures dans la matinée pour permettre d'effectuer les opérations indispensables, puis ils reviennent s'assurer que la fermeture est effective, considérant c'est la seule façon pacifique de mettre la pression sur le pouvoir politique. Ils ne s'approchent pas du ministère de la Santé ou de la Sécurité sociale pour ne pas porter préjudice aux gens, l'objectif de la « Tente du sit-in de Halba » étant d'infliger des dommages au pouvoir. Ils savent que le blocage des routes est une « épée à double tranchant » qu'ils n'utilisent que lorsque c'est nécessaire, ce qu'ils ont fait lorsque le jeune Jihad Ebro été arbitrairement détenu à la prison de la police militaire.

Ce groupe a eu vite fait d'exercer un contrôle populaire sur le travail des administrations et de leurs responsables, et il en est venu à expulser le gouverneur d'Akkar, Imad Labaki, de son bureau, confronté à des dossiers de corruption. Au bout d'environ un mois et un demi, il l'a autorisé à revenir à son poste, non pour couvrir la corruption des partis au pouvoir, mais après qu'il se soit engagé à lutter contre la corruption, et à cette fin a été mis en place un comité de contrôle de ses activités.

En plus de l'événement de l'expulsion du gouverneur, « La tente » s'est faite connaître par son « combat » dans la succursale de la Banque du Liban ; des jeunes de Halba sont entrés dans la banque pour aider un homme malade à retirer une partie de son dépôt. Ils ont commencé par des slogans et des gestuelles facétieuses (apposer le tampon de la banque sur des papiers vierges.... Puis l'un d'eux a affirmé que leur combat était contre la banque et non contre ses employés qui sont partie intégrante de « notre peuple » et sont « les enfants de notre région et de notre environnement ». Mais quand la banque a demandé l'assistance des forces anti-émeutes, le sit-in

pacifique est devenu un lieu violent où ont été blessés des jeunes et des membres de la sécurité. Suite à cet incident, l'Association des Banques a émis un décret fermant toutes les succursales de banques dans le gouvernorat d'Akkar, et à Halba plus spécifiquement, pour une quinzaine de jours.

Par la suite, des militants de la « Tente » se sont coordonnés avec des militants de Abdeh pour empêcher l'entrée des camions passés en contrebande à la frontière chargés de fruits et légumes, vendus à bas prix sur les marchés locaux, portant préjudice aux producteurs libanais. Un groupe de militants des deux zones ont fait une opération coup de poing au poste des douanes à la fin du mois de janvier et l'ont remis à l'armée car il fermait les yeux sur la contrebande et en ne fouillait pas les camions qui entrent aux frontières et qui transportent des produits qui sont déjà vendus sur le marché libanais et celui d'Akkar en particulier, portant un coup à l'économie locale.

La « tente » ne manque jamais de jeunes qui se relaient pour y assurer une présence, la nettoyer et y préparer les cercles de discussion qui s'y réunissent trois fois par semaine. Ces cercles de conscientisation visent à faire connaître aux gens de la région leurs droits face au pouvoir politico-bancaire. « La tente » publie immédiatement ses mobilisations sur sa page Facebook et s'est désignée Ghaith Hammoud comme figure publique. Ghaith confirme que « La tente du sit-in de Halba » est une équipe de travail, et qu'il y a place pour toute initiative, quelle que soit sa teneur, jusqu'à ce que les révolutionnaires atteignent leurs objectifs.

Le secteur de la jeunesse et des étudiants du Parti Communiste Libanais

L'oligarchie peut s'attendre à une personnalisation des cibles

Le secteur de la jeunesse et des étudiants du Parti Communiste est actif (pour certains depuis 30 ans) sur les questions des étudiants et de la société. Il a des groupes dans un certain nombre d'universités et des structures dans des régions. Il a renouvelé son activité lors de la fête des travailleurs du 1^{er} mai 2019 par une campagne de refus du budget, approuvé ensuite au début de l'année 2020. Il a participé à la grève de l'Université libanaise et a contribué à la fondation du « Bloc étudiant de l'Université libanaise ». Et avant le 17 octobre, le secteur avait fait irruption dans le bâtiment de l'Union générale du travail pour dénoncer l'impact démobilisateur de son silence face à la crise sur les travailleurs et les salariés, et son alignement sur le pouvoir. Par la suite, il a rejoint des mobilisations devant la Banque du Liban et l'Association des banques.

À Beyrouth, le secteur de la jeunesse et des étudiants a pris en charge la question de l'orientation anti banques, laissant les positions politiques au Parti communiste. Dans les régions, le secteur s'est centré sur les mobilisations contre les succursales de la Banque du Liban et d'autres banques vers lesquelles se sont dirigées des marches dans plusieurs zones. Puis certains de ses membres ont pénétré, parfois en coopération avec d'autres groupes, -comme « le Mouvement des Jeunes pour Changement », « Pour mon droit » et « Nationalisation des Banques »-, dans les agences et y ont lu des communiqués mettant en exergue les gains accumulés par les banques sur 30 ans. A travers cela, le groupe visait l'entité néo-libérale rentière née de l'alliance entre l'ex Premier ministre Rafik Hariri et le gouverneur de la Banque du Liban, Riad Salameh, qui nous a conduit à une énorme accumulation de la dette publique. En raison des politiques monétaires et des logiques financières, 1% des déposants détiennent plus de 50% des dépôts, soit en toute logique, un ratio de 99% de déposants affectés.

En plus des communiqués, les membres du « secteur de la jeunesse et des étudiants » ont imprimé les photos des banquiers et les ont collées sur les façades des agences, afin que les gens connaissent les visages de ceux qui sont à l'origine de la crise financière. Et après que les gens eurent placé, en désespoir de cause, leurs attentes dans le personnel des banques pour retirer les pensions et leurs

petits dépôts, le secteur a été contraint à l'escalade et à se diriger vers une banque (BLC) pour soutenir certains déposants venus y effectuer des retraits. Il y a eu alors des mouvements similaires dans plusieurs régions.

Des membres du « secteur » précisent qu'ils n'encouragent pas les petits déposants à retirer tout leur argent, mais qu'ils puissent le faire quand ils le souhaitent et sans se voir confrontés à des restrictions illégales et qu'ils récuse les « *capital controls* » imposés sous leur forme actuelle [1], alors qu'il les soutiendraient s'ils étaient mis en place de façon juste, progressive et au service de la société.

A la suite de ses actions dans les banques, le « secteur » a reçu plusieurs lettres demandant de l'aide pour effectuer des retraits. Mais il s'est trouvé confronté à deux possibles impostures, la première étant de penser qu'on peut résoudre le problème individuellement, et il serait alors amené à pousser les personnes à retirer leurs dépôts sans évoquer une résolution collective du problème. La seconde imposture consisterait à convaincre les gens que leur argent existe dans les banques, alors qu'on a la preuve du contraire. En conséquence, le secteur en est arrivé à la conviction que l'argent des gens dans les banques est leur droit, et que c'est aux autorités et à l'oligarchie de supporter le coût de la dépression. Et partant, le « secteur » est revenu des mobilisations confinées au retrait de fonds, pour se lancer dans une réflexion sur les cadres organisationnels légaux de lutte contre la domination de l'oligarchie.

Durant son étape de mobilisation anti banques des banques, le « secteur » s'est attelé à clarifier que les gens n'ont pas de problème avec le personnel des banques afin que ce dernier songe à créer un syndicat, le leur étant affilié au pouvoir. Il a riposté aux communiqués de l'Association des Banques dirigés contre le soulèvement, en faisant valoir que les communistes n'accepteraient pas que les gens soient humiliés dans les banques et qu'ils se tenaient prêts au cas où l'Association ne revenait pas sur ses mesures. En conséquence, le secteur considère le mouvement polymorphe contre les banques comme un moyen de pression légitime pour la forcer à revenir sur ces mesures, et que le ciblage des oligarques n'a pas encore dévié vers la personnalisation mais qu'ils doivent se préparer à des mobilisations qui les ciblent un par un.

Groupe Kantari : actuellement la seule violence est celle du pouvoir

Le blocage d'une route dans la région de Kantari dans les premières semaines du soulèvement a été le point de départ du groupe Kantari. Des personnes se sont mis d'accord pour bloquer une route sur WhatsApp sans se connaître au préalable. Ces personnes ont bloqué la route à plusieurs reprises pour devenir spontanément par la suite le « Groupe Kantari ». Ce groupe n'a pas de ligne politique, ce qui lui facilite le contact avec des groupes organisés ou des groupes actifs sur le terrain.

Le groupe a préparé des chansons et des instruments de musique pour ses mobilisations. Dans les premiers jours, il a commencé par détourner des chansons connues pour les adapter au blocage des routes et a fini par composer des chansons spécifiques aux banques, reprises lors des sit-in devant leurs agences, et d'autres chansons. Le groupe a adapté ses mobilisations en fonction des développements dans le pays. Au cours de la première période, l'accent a été mis sur le blocage des routes et plus récemment, il s'est concentré sur les questions économiques et s'est orienté vers les mobilisations anti banques, les ministères et les sociétés publiques (comme le sit-in devant la compagnie d'électricité, et la compagnie de cellulairesTouch).

Le groupe a conservé sa souplesse pour permettre à toute personne d'y entrer ou de le quitter quand elle le souhaite. Les membres eux-mêmes sont répartis sur deux équipes, l'une pour les médias et l'action directe et la seconde pour la recherche. Cette dernière mène des recherches sur

les banques ou la Banque du Liban et les bâtiments devant lesquels se tiennent les sit-in, et rédige les déclarations que le groupe lit dans les banques ou face aux médias. Le groupe Qantari est connu pour ses équipes « Farah » et « Marah », qui diffusent des idées que le groupe utilise pour propager son opposition par des voies notoires que sont les chants et les chansons qui se répandent dans les rues et dans certaines banques.

Les quatre équipes joignent leurs efforts pour organiser les mobilisations contre les banques et participent avec d'autres groupes, notamment « Les Jeunes de la Banque », « Pour mon droit » et le secteur de la jeunesse et des étudiants du Parti Communiste Libanais, pour préparer les cortèges de « Qui paie l'addition » et les autres actions à l'intérieur des banques, où les manifestants lisent des déclarations expliquant les politiques des banques. A la suite de deux actions dirigées vers les banques « Byblos » et « Audi » pour que de petits déposants puissent effectuer des retraits, le groupe a reçu plusieurs demandes d'aide de déposants.

Le groupe « Kantari » ne s'oppose pas à la fermeture des petites agences si cela peut mener à une plus large prise de conscience de la crise des banques, notamment que les banques font diversion en imposant des restrictions sur les retraits. Mais il ne pousse pas à la violence, ni ne la condamne, en faisant valoir que la seule violence dans ce soulèvement est celle du pouvoir, et que toute autre violence est une réaction naturelle à la première. Il fait valoir que ses actions dans les banques sont pas dirigées contre les employés, mais qu'il aspire à les organiser dans les rangs du soulèvement.

Le groupe de la Jeunesse de la Banque : c'est au pouvoir d'avoir peur

Depuis le cinquième jour du soulèvement du 17 octobre 2019, l'espace en face de la Banque du Liban à Hamra a dû compter avec la présence quasi quotidienne de groupes de jeunes hommes et femmes avec des slogans et des banderoles critiques à l'encontre du concept du « pouvoir de la banque ». Ils viennent des places Riadh Solh et des Martyrs pour manifester devant la Banque du Liban, persuadés que les politiques financières suivies par le pouvoir depuis 1993 sont la cause directe de la crise économique et financière actuelle. Au bout de deux semaines de mobilisation, et lors d'une réunion, l'un d'eux a tenté de définir les groupes actifs dans le soulèvement, qu'il a nommés spontanément le « Groupe de la Jeunesse de la Banque », nom qui a été repris immédiatement.

Le groupe a mis au point un cadre d'action, appelant au procès du gouverneur de la Banque du Liban, Riad Salameh et de ses responsables (et des poursuites contre ceux qui lui ont donné le feu vert pour mettre en œuvre les politiques monétaires qui nous ont menés à un tel résultat), rejette les politiques monétaires et les politiques gouvernementales suivies depuis 30 ans, et exige une économie productive basée sur l'activation des secteurs de l'industrie et de l'agriculture. Pour résoudre la crise en cours, le groupe estime nécessaire d'imposer des restrictions aux détenteurs de capitaux et aux gros déposants, en échange de la suppression des restrictions imposées aux petits déposants, et de taxer les banques, leurs propriétaires et leurs actionnaires, et de restructurer le secteur bancaire, en particulier la croissance des actifs des banques, supérieure à la croissance de l'économie libanaise.

Les activités du groupe ne se bornent pas aux mobilisations devant la Banque du Liban ou contre son gouverneur, mais il a organisé, en collaboration avec d'autres groupes et des partis (le secteur de la jeunesse et des étudiants du Parti Communiste, le Mouvement de la Jeunesse pour le Changement, l'Observatoire populaire, etc.) des marches en direction de l'Association des Banques et du ministère des Finances, notamment les cortèges de « Nous ne paierons pas l'addition », sur trois samedis d'affilée. Le groupe a continué, en partenariat avec des groupes qui avaient lancé des

mouvements similaires contre des agences de la Banque du Liban dans les régions, de sorte à créer des mobilisations concomitantes sous un seul slogan. Après les mesures prises par les banques restreignant les retraits des déposants, le groupe a reçu des appels de bon nombre d'entre eux pour les aider à réclamer leur argent dans les agences des banques. Effectivement le groupe a répondu à l'appel de beaucoup de déposants soit en rendant public leur problème en publiant leurs appels sur les réseaux sociaux, ou en envoyant des membres du groupe dans les agences, ce qui relève selon eux d'un devoir humain, et non d'une position politique.

« Le groupe des Jeunes de la Banque » considère que l'attaque des façades des banques du 14 janvier 2020 à Hamra a fait suite à l'accumulation de la colère des gens contre les banques après qu'ils eurent réalisé qu'elles sont le ferment à la base des problèmes monétaires et financiers au Liban et après qu'ils eurent été lassés d'être humiliés et de voir leurs avoirs et pensions saisis. Aussi, lorsque les forces de sécurité ont attaqué les manifestants, certains ont répondu en vandalisant les façades des banques.

Bien qu'il se concentre la plupart de ses actions contre la banque, le groupe affirme faire partie du mouvement qui rejette le système confessionnel et le système de quotas qui a conduit le Liban à lorgner vers l'étranger pour récupérer un peu d'argent.

L'État libanais, les forces de sécurité et les appareils de surveillance au Liban « travaillent tous à la banque, qui n'a pas de pouvoir au dessus d'elle aujourd'hui », c'est ainsi que le groupe se représente la situation aujourd'hui. Aussi, « il est naturel que les gens réagissent en cassant les banques ou leurs façades ». Le groupe tient à souligner qu'il n'encourage pas les gens à commettre des actes hors la loi, mais estime que c'est aux banques d'assumer les conséquences de l'illégalité, et puisque les politiques des banques conduiront à une explosion sociale, la loi devra s'appliquer aux voleurs des fonds des personnes et à leurs oppresseurs. Et il pense que toutes les violences que nous avons vécues jusqu'à présent ne relèvent pas encore de la violence révolutionnaire, et s'attend à une « personnalisation » du problème dans le sens où la rue voudra poursuivre les personnes responsables de la situation actuelle puisque l'État a refusé de le faire. Les poursuites commenceront à leurs domicile. Aussi le groupe met en garde le pouvoir : « Vous devriez avoir peur des gens qui n'ont plus rien à perdre.

Le groupe « Nationalisation des banques » : la nationalisation est la solution

En réalité, « Nationalisation des Banques » est davantage une campagne qu'un groupe. Cette campagne a été mise sur pied quand on a senti que le discours de classe et revendicatif des premiers jours commençait à décliner au profit du discours libéral. Les membres de la campagne se sont mis d'accord pour réorienter le discours de la rue vers l'économie et sa politisation, et pour relever le niveau des revendications. Il n'y a pas d'économistes au sein du groupe, mais l'interaction est établie avec un certain nombre de journalistes et d'économistes, en plus d'une coopération de base avec un certain nombre de groupes dont les mouvements se concentrent principalement sur les banques : le secteur des étudiants et de la Jeunesse du Parti Communiste Libanais, le Mouvement des Jeunes pour le Changement, l'Union Démocratique de la Jeunesse et Jeunes de la Banque, etc.

A la base, le groupe « Nationalisation des Banques » considère cette nationalisation comme une solution radicale à la crise économique au Liban. Avant le soulèvement, personne n'aurait suggéré l'idée de nationalisation, considérée comme une proposition de gauche, tandis que les membres du groupe expliquaient que la nationalisation avait été utilisée en Grande-Bretagne dans de nombreux domaines, et qu'un économiste libanais de droite avait présenté l'idée de nationalisation dans une interview à la télévision pendant le soulèvement.

Au début du soulèvement, plusieurs personnes, dont des économistes, ont exprimé leur crainte d'introduire l'idée de nationalisation, jusqu'à ce qu'elle devienne une proposition essentielle avec l'aggravation de la crise. Le groupe explique que le mécanisme de mise en œuvre de la nationalisation des banques sera mis en place automatiquement lorsque la rue reprendra en charge la question de la nationalisation et que le pouvoir sera soumis à la rue.

Étant donné que la dette publique du Liban est importante et qu'il s'agit principalement d'une dette interne, soit pour le bénéfice des banques libanaises, le rééchelonnement, voire l'annulation de la dette publique, devient pour « Nationalisation des Banques » une exigence fondamentale à même de sortir le Liban de sa crise économique actuelle. Mais aucune de ces deux revendications ne peut être satisfaite de manière radicale et efficace en dehors de la nationalisation des banques. Grâce à ce processus, l'État pourra exproprier les banques, puis le travail commencera pour trouver un moyen de faire travailler ces fonds jusqu'à ce que l'économie devienne une économie productive.

La campagne « Nationalisation des Banques » s'implique dans les mobilisations qui ciblent les banques pour y développer un discours de classe. Elle tente de soutenir les gens confrontés aux banques, en particulier lorsque ces dernières entravent le retrait de leurs petits dépôts. Et comme les autres groupes, elle a été sollicitée par de petits déposants pour les aider à effectuer des retraits. Avec d'autres partenaires, le groupe a mis au point un formulaire de demande électronique qui a été diffusé. Il leur est parvenu entre 800 à 900 numéros de téléphone de petits déposants de toutes les régions du Liban, qui ont été répartis entre les groupes et par régions, et une coopération a eu lieu avec des groupes dans les régions pour fournir des solutions et des conseils avant de se rendre en agence.

La focalisation de la campagne sur un discours de la classe indique que son combat est dirigé contre le système de l'économie et des banques. Aussi la campagne se refuse à s'en prendre aux employés des banques, à l'inverse de ce que propage leur syndicat, qui est contrôlé par les partis de pouvoir, selon le groupe. De même en ce qui concerne la vandalisation des banques, la campagne n'y voit qu'une réaction spontanée et naturelle. Les mesures prises par les banques sont illégales, il est donc naturel que la réaction des personnes soit du même acabit, surtout après les humiliations subies par les déposants aux portes des banques

Maher Al Khechen, 10 avril 2020

P.-S.

- Source : <https://www.legal-agenda.com/article.php?id=6674>
- Traduction de l'arabe : Luiza Toscane.

Notes

[1] <https://en.annahar.com/article/1118837-capital-controls-and-the-stabilization-of-the-lebanese-economy>